

# Contribution des étudiants des écoles de la Chambre de commerce et d'industrie de Nouvelle-Calédonie à la consultation de l'Etat sur l'avenir institutionnel de la Nouvelle-Calédonie

Mars 2021

## CONTEXTE ET METHODOLOGIE

En réponse au souhait de l'Etat d'intégrer la jeunesse dans la grande consultation de la société calédonienne de février-mars 2021 sur l'avenir institutionnel de la Nouvelle-Calédonie, la CCI-NC a interrogé les étudiants de ses deux écoles :

- L'École de Gestion et de Commerce (EGC) ;
- La CCI formation alternance (CFA).

Sur le plan méthodologique, un **dispositif d'enquête en deux phases** a été élaboré pour recueillir leurs contributions à travers une collecte de représentations et d'opinions restituée sous forme de synthèse structurée sur les grands thèmes de la consultation :

1. **Une première phase qualitative** a permis de faire émerger lors de trois groupes de discussion de 11 étudiants chacun, les 2 et 4 mars 2021, une **diversité de réponses possibles** aux questions posées. Le conducteur d'animation des groupes a été élaboré à partir des questions proposées par le Haut-Commissariat. Ces groupes ont été constitués sur base du volontariat et dans la représentativité des étudiants des écoles de la CCI-NC selon le genre, la filière et le niveau d'études, le fait d'être étudiant en présentiel ou en alternance<sup>1</sup>.
2. **Une seconde phase quantitative à travers un questionnaire en ligne**, ouvert entre le 10 et le 16 mars 2021, et transmis aux **361 étudiants des écoles de la CCI**. Ce questionnaire a été construit dans un double objectif :
  - d'une part, ouvrir une fenêtre d'expression pour tous les étudiants (en laissant pour chaque thème abordé une question ouverte et une large place au verbatim) ;
  - d'autre part, faciliter la prise de position et tester l'importance de certaines réactions parmi les étudiants (en proposant des questions plus fermées, rédigées grâce aux enseignements des groupes de discussion).

**Le taux de réponse de 53 % et la forte exploitation des questions ouvertes montrent l'intérêt des étudiants pour le sujet :**

- Le CFA représente 60 % des étudiants interrogés et 52 % des répondants ;
- L'EGC représente 40 % des étudiants interrogés et 48 % des répondants. Les étudiants de l'EGC sont donc légèrement surreprésentés parmi les répondants.

---

<sup>1</sup> Deux groupes étaient constitués d'étudiants de l'EGC, un seul des étudiants du CFA (deux groupes CFA étaient prévus, mais le confinement déclenché le 9 mars a conduit à l'annulation du deuxième groupe).

## CONTEXTE ET METHODOLOGIE

### Caractéristiques sociales de la population répondante

L'analyse proposée dans cette étude vise à collecter et à synthétiser et structurer des avis, opinions et ressentis. Il ne s'agit pas d'une analyse sociologique qui chercherait à relier des opinions à des caractéristiques des répondants ou à leur position ou trajectoire dans l'espace social.

Il semble néanmoins important de souligner quelques caractéristiques des répondants au questionnaire, et de rappeler que les avis cités ici ne sont pas les avis « des jeunes », mais de **jeunes ayant des caractéristiques sociales particulières** : il s'agit d'étudiants tous inscrits dans des formations qui leur permettent d'être sur une **voie de réussite pour leur insertion professionnelle et sociale**.

Sur les 192 répondants à la totalité du questionnaire :

- la **moyenne d'âge est de 25,8 ans** pour des étudiants ayant entre 16 et 36 ans ;
- **60 % (116) ont 20 ans ou moins** ;
- 19 % (36) ont plus de 25 ans.

Avoir 20 ans aujourd'hui, c'est être né en 2001, après la signature de l'accord de Nouméa.

**83 % des répondants sont nés en Nouvelle-Calédonie**. Dans le questionnaire, 40 % ont utilisé la colonne « autre » pour définir leur communauté d'appartenance<sup>2</sup>, **33 % des répondants s'y sont qualifiés de « calédoniens »**.

**La population estimant appartenir à la communauté européenne ainsi que les « autres communautés » y sont nettement surreprésentées** par rapport à la population du territoire : 52 % des répondants disent appartenir à la communauté européenne et 36 % se disent Tahitiens, Indonésiens, Ni-Vanuatu, Vietnamiens ou autres asiatiques, contre respectivement 24 % et 8 % de la population du recensement ISEE 2019.

Inversement, **celle estimant appartenir à la communauté kanak est sous-représentée** avec 21% des répondants contre 41 % de la population du recensement ISEE 2019.

Quant aux répondants disant appartenir à la communauté wallisienne, ils représentent 9 % des répondants vs 8 % de la population du recensement de 2019.

---

<sup>2</sup> Cette question à propos de la « communauté d'appartenance » est la même que celle posée au recensement et il est possible de choisir plusieurs réponses.

## A RETENIR

Les étudiants souhaitent **avant tout bénéficier d'une stabilité institutionnelle**, avec des hommes et femmes politiques qui seraient capables de s'entendre entre eux pour régler la question d'indépendance ou non indépendance. Ils souhaitent rester en paix, et pouvoir continuer à « *se sentir chez soi* » et « *se sentir en sécurité* ». Ils ont néanmoins peu confiance dans la classe politique dont les représentants, selon eux, attisent plus les conflits qu'ils ne les résolvent.

Le référendum ne leur apparaît pas à même de régler les tensions sociales : ils constatent un **racisme ressenti au quotidien et des tensions ethniques accrues** qu'ils attribuent en partie au caractère clivant du référendum. Ils déplorent aussi l'incertitude ou le flou qui caractérise la période post-référendum, et expriment le besoin d'information à ce sujet. Ils ont avant tout **peur d'une augmentation de la conflictualité et d'un effondrement économique du pays** en cas d'indépendance.

Quand ils évoquent plus d'autonomie pour la Nouvelle-Calédonie, **cette autonomie** à laquelle ils pensent **est surtout financière et économique**. Ce qui les conduit à envisager des pistes de développement économique hors-nickel, tout en étant conscients des freins à ce développement, dont la taille du pays. C'est aussi cette **dimension économique qui domine la question de la place de la Nouvelle-Calédonie dans l'espace national et international**. Une majorité estime néanmoins que la plupart des compétences non transférées à la Nouvelle-Calédonie pourraient l'être, à part la monnaie et le crédit et la défense.

L'identité calédonienne est caractérisée avant tout par le **multiculturalisme** et la célébration de la **diversité des cultures comme une chance**, un mode de vie différent de la France, des valeurs de partage, de solidarité. Pourtant, le débat du corps électoral et de la détermination de la citoyenneté calédonienne conduit à chercher à définir la citoyenneté par « *l'amour pour le pays* », et le « **vivre ensemble** », s'il est souhaité, reste loin d'être évident.

Les liens avec la France sont avant tout **financiers et de défense**, et ils doivent être entretenus principalement dans le domaine **de la santé, de l'éducation et de la formation, et de la défense**. Ce sont aussi des **liens d'assistance et de dépendance**. Pourtant, ces liens ne sont pas forcément perçus : 39 % des répondants « *ne sentent pas vraiment la présence de la France aujourd'hui en Nouvelle-Calédonie* ».

Être français en Nouvelle-Calédonie consiste pour beaucoup à **avoir la nationalité sans forcément avoir un sentiment d'appartenance**, surtout s'ils n'ont pas d'attache avec la France. C'est surtout le passeport, des « études », des diplômes, et des subventions. Être français, c'est d'ailleurs aussi appartenir à un groupe spécifique parmi d'autres, celui des Français arrivés plus ou moins récemment de métropole ; c'est aussi, parfois, ne pas être considéré comme vraiment calédonien.

## TABLE DES MATIERES

1. LA NOUVELLE-CALEDONIE AUJOURD’HUI .....	6
1.1. Les grands défis de la stabilisation institutionnelle et de la réduction des tensions sociales .....	6
1.2. Les autres défis de la Nouvelle Calédonie .....	8
1.3. L’identité calédonienne .....	9
2. L’AVENIR INSTITUTIONNEL.....	11
2.1. La vision d’une plus grande autonomie de la Nouvelle-Calédonie.....	11
2.2. Les espoirs et les préoccupations des étudiants.....	12
2.3. La place de la Nouvelle-Calédonie dans l’espace régional et international.....	14
3. LE LIEN AVEC LA FRANCE .....	15
3.1. Les liens actuels avec la France .....	15
3.2. Être français aujourd’hui en Nouvelle-Calédonie .....	16
3.3. Les liens à conserver avec la France .....	17

## 1. LA NOUVELLE-CALEDONIE AUJOURD'HUI

### 1.1. *Les grands défis de la stabilisation institutionnelle et de la réduction des tensions sociales*

Les étudiants ont identifié de nombreux défis pour la Nouvelle-Calédonie, que ceux-ci soient liés à l'actualité immédiate ou à des perspectives de plus long terme. **Les sujets ne manquent pas à court terme** : avoir un gouvernement avec un chef de gouvernement, continuer à aider les victimes du cyclone Lucas, éviter la fermeture de l'usine du sud en particulier à cause de ses effets sur l'emploi, gérer la crise sanitaire de la Covid-19.

**D'autres défis plus structurels** sont cités par les étudiants lors des groupes de discussion. Le questionnaire les a repris et a poussé les étudiants à les hiérarchiser par un classement, même s'ils sont interdépendants. Dans l'ordre :

1. La stabilisation institutionnelle (144)<sup>3</sup> ;
2. Le développement économique hors nickel (84) ;
3. L'entente entre les différentes cultures (82) ;
4. L'assurance de la sécurité physique des biens et des personnes (55) ;
5. La préservation de l'environnement et de la biodiversité (44) ;
6. La lutte contre les inégalités sociales (43) ;
7. Une meilleure intégration des jeunes (14).

40 % des 192 répondants ont complété ce classement par des commentaires, des précisions ou d'autres défis, présentés ci-après.

**La stabilisation institutionnelle** se distingue des autres thématiques par son caractère **prioritaire** (elle est citée en premier ou en deuxième par 54 % des répondants) :

*« La nécessité de trouver un nouveau statut, mais rapidement pour que les choses rentrent dans l'ordre »*

*« Commencer par le haut de la pyramide, gérer la transition pour pouvoir développer les aspects économiques et environnementaux »*

*« Le combat entre indépendance et non-indépendance doit maintenant se diriger vers sa fin pour pouvoir envisager le meilleur avenir possible pour le peuple calédonien »*

Derrière cette priorité, dans les réactions des groupes de parole ou les commentaires du questionnaire, se trouve une forte incertitude quant à l'avenir, liée à une peur de la polarisation de la société. **La question institutionnelle est indissociable du défi culturel d'entente entre les populations** qui arrive d'ailleurs en troisième place du classement ; certains citent aussi le fait de surmonter le racisme et la violence.

<sup>3</sup> Lire : « 144 répondants au questionnaire ont cité en première ou deuxième place de leur classement la stabilisation institutionnelle »

Les étudiants considèrent en effet comme un problème que **les hommes et femmes politiques au pouvoir** ne parviennent pas à se mettre d'accord et leur demandent de prendre des décisions à même de construire un avenir institutionnel moins incertain : *« Les dirigeants doivent se mettre d'accord, toute la population attend, la jeunesse aussi »*.

Les hommes et les femmes politiques **inspirent pourtant peu confiance**. Aux yeux des jeunes, ils ne semblent pas en mesure de prendre les bonnes décisions, ils poursuivent leur intérêt personnel, ils s'opposent sans vraiment chercher à se mettre d'accord.

*« On se demande vraiment s'ils cherchent à faire avancer le pays »*

*« Comment voulez-vous qu'une population soit unie et qu'il n'y ait pas d'incivilités si les leaders des deux partis ne sont pas capables de trouver un terrain d'entente ? »*

Plusieurs étudiants signalent avoir grandi et évolué lors de leur scolarité dans un contexte pluriethnique où ils s'entendent avec tout le monde, et ne pas être en train de s'opposer comme les hommes politiques.

En tant que **nouvelle génération**, ils se considèrent comme moins porteurs des clivages des anciens.

*« Pourquoi ne pas réunir les jeunes qui sont l'avenir du pays ? Des jeunes de cultures différentes, indépendantistes et loyalistes, peu importe, des jeunes capables de parler sans rabaisser l'autre et dont l'objectif est d'avancer et construire ensemble »*

*« Je souhaite qu'on implique davantage les jeunes dans la réflexion identitaire autour d'un débat qui néglige les clichés et qui s'intéresse en profondeur aux craintes de chacun sans vouloir imposer un système de pensée. Le dialogue ne devrait pas être réservé qu'aux politiques, qu'aux jeunes « élites », mais à tous, sans exception. »*

Aux yeux de nombreux étudiants, ce sont surtout **les politiques qui attisent les conflits en s'affrontant entre deux camps opposés** *« en mettant des idées dans la tête des jeunes »*. L'opinion exprimée *« ce sont avant tout les politiques qui attisent des clivages qui n'ont plus lieu d'être aujourd'hui »* recueille ainsi 88 % de « plutôt » ou « tout à fait d'accord ».

Cette assertion est **précisée** ou **critiquée** par quinze répondants, dont cinq refusent d'attribuer ces clivages aux hommes politiques :

*« Ce sont les jeunes en échec social et scolaire qui attisent des clivages qui n'ont plus lieu d'être et parlent de choses qu'ils n'ont pas vécues »*

*« Je pense que les hommes politiques sont juste des « porte-parole » et que les personnes qui les soutiennent sont en partie fautives des clivages. Il y a des personnes qui se sentent délaissées et dépassées par le système français à cause de leurs modes de vie, d'apprentissage et de consommation différents »*

**Quel sens peuvent prendre ces tensions sociales ?** Il est apparu dans les groupes de parole que la revendication identitaire, si elle est prise en compte, n'a pas pour autant de sens aux yeux de certains étudiants. D'autres étudiants sont plus nuancés puisqu'ils signalent que si le problème est toujours-là, il peut avoir du sens tout au moins pour une partie de la population.

*« Ce sont des questions qui ont éclaté il y a trente ou quarante ans, qui ont été repoussées jusqu'au référendum »*

*« On est trop fixés sur une seule question identitaire et sur le référendum. Certes, cela fait 40 ans qu'on est sur cette histoire. Si cela dure depuis tout ce temps, c'est qu'il y a un problème quelque part »*

A leurs yeux, des problèmes, des plus importants aux petites tensions quotidiennes, **deviennent identitaires** ou politiques (comme pour l'usine de Vale ou le fait de renvoyer au « *tu n'es pas chez toi* » lors d'anicroches quotidiennes). 70 % des répondants sont « tout à fait d'accord » avec le fait que « *trop de questions deviennent des questions identitaires aujourd'hui* », contre 3 % « plutôt pas d'accord » ou « pas du tout d'accord ».

Les étudiants souhaiteraient que ces clivages cessent et ne mettent pas en danger leur futur, mais ils ne peuvent pas pour autant les renvoyer au passé car ils s'immiscent dans leur quotidien : plusieurs, lors des groupes de parole, signalent percevoir **une augmentation des tensions et d'une forme de racisme quotidien** depuis le premier référendum ; les blocages et conflits sociaux récents, ainsi que la difficulté à trouver un nouveau chef de gouvernement, les ont par ailleurs marqués, comme en témoigne cette contribution : « *J'ai eu le sentiment, depuis le dernier référendum, que chez une grande partie des citoyens indépendantistes, la question d'indépendance de la Nouvelle-Calédonie soulevait plus une revendication identitaire que de réelles ambitions et projets pour le pays, stimulé par des discours presque haineux de la part des leaders politiques indépendantistes* ».

Le **référendum** est globalement perçu comme un **outil peu adapté à la stabilisation institutionnelle** et bien plus polarisant.

*« On demande à toute la population de se mettre soit d'un côté, soit d'un autre, donc il y a forcément un camp qui s'oppose à l'autre »*

*« Des personnes un peu influentes pourraient régler la situation, en tous cas des personnes qui se sentent concernées par ce sentiment de revendication identitaire, qui s'opposent, peut-être qu'elles devraient régler le problème à la base »*

Le référendum est parfois un sujet parfois un peu « *tabou* » parce qu'il ravive les oppositions. Les jeunes espèrent « *réussir à s'en sortir* » [du référendum].

33 % des étudiants disent ne pas se sentir bien informés à propos des enjeux du référendum, également évoqués dans les groupes de discussion, au même titre qu'ils soulignent la faiblesse des programmes politiques au-delà du « oui » ou du « non » : « *Que va-t-il se passer en cas d'indépendance, quelles mesures seront mises en place ? Nous ne sommes pas assez informés de tout cela, comment nous, les jeunes, devons-nous faire un choix aussi dur sans avoir toutes les informations nécessaires pour pouvoir nous faire notre propre opinion et ne pas être influencés par celle de notre famille ?* ».

## **1.2. Les autres défis de la Nouvelle Calédonie**

**Le développement de l'économie hors nickel**, identifié comme une priorité lors des groupes de discussion, vient en deuxième position, juste avant « l'entente entre les différentes cultures ». Autant

les étudiants semblent avoir peu prise sur la question institutionnelle qui dépend des politiques au pouvoir, autant ils peuvent plus s'impliquer et avoir plus de marge de manœuvre sur le devenir économique en tant que jeunes professionnels ou futurs acteurs de l'économie du pays. Plusieurs idées sont ainsi développées : le tourisme, mais un tourisme authentique et respectueux de l'environnement, l'économie de l'innovation, le développement de l'économie numérique, l'économie verte (en lien avec l'environnement), une ouverture sur l'économie mondiale autre que celle du nickel, le développement de produits locaux à faible impact écologique, la diminution des importations en favorisant l'agriculture locale, rendre la Nouvelle-Calédonie plus attractive pour augmenter sa population et la taille de son marché.

Les étudiants citent aussi, mais très ponctuellement, l'importance d'une meilleure répartition des bénéfices liés à l'économie du nickel et une meilleure information de la population à ce propos.

**La sécurité des biens et des personnes** arrive en quatrième position : la délinquance, en particulier la délinquance juvénile, est citée à plusieurs reprises.

**La préservation de l'environnement et de la biodiversité**, derrière les thèmes précédents, donne plus lieu à des propositions pragmatiques de gestes quotidiens, comme le ramassage des déchets, la mise en valeur des produits locaux, ou l'exemplarité de certaines associations.

**La réduction des inégalités économiques et sociales** est citée au même niveau. C'est surtout au travers des discriminations à l'embauche, des étiquettes accolées aux différents quartiers de provenance des jeunes ou des différentes réputations des établissements scolaires que ces inégalités sont abordées lors des groupes de discussion. Le rééquilibrage n'a pas été cité spontanément par les participants.

**L'intégration des jeunes**, largement mise en avant dans un des groupes de discussion, est loin derrière les autres défis. Dans la rubrique « autre », on trouve sept références à l'éducation, dont « *des écoles adaptées à notre pays* », une meilleure information pour trouver des formations, le développement plus important de formations locales. Une contribution souligne que l'école offre effectivement des possibilités d'ascension sociale et que beaucoup est déjà fait pour l'intégration des jeunes. Trois personnes seulement citent l'emploi comme une priorité, et quatre contributions dénoncent la discrimination à l'embauche.

**Autres défis cités** : le manque de communication claire envers les citoyens, la vie chère, l'accession à la propriété des retraités à faible revenu, les droits des femmes, la stigmatisation de la femme kanak, plus de prévention pour la santé publique, la maltraitance animale, la valorisation des traditions, une meilleure gestion des budgets et des transferts apportés par la France, le relogement des habitants des squats.

### 1.3. *L'identité calédonienne*

**Cité par 50 % des répondants, le multiculturalisme** est la caractéristique majeure de l'identité calédonienne qui peut permettre de transcender les différences ethniques, présentées le plus souvent de manière optimiste, comme une richesse et une fierté reprenant le slogan du « vivre ensemble ».

« *Tout le monde se sent calédonien, mais ne se sent pas français ni kanak* »  
« *L'identité calédonienne est tellement riche, on a de la chance d'avoir autant d'ethnies différentes* »

Dans les groupes de discussion ainsi que dans la plupart des réponses, **l'existence d'une identité calédonienne commune n'est pas discutée** et s'expérimente, au-delà d'éléments de vocabulaire commun, comme un « *lifestyle* », « *lors de cousinades* », « *lors des coups de pêche* », « *aimer les grosses voitures et le cerf* », une forme de « *casse pas la tête* », « *la chasse, la pêche et la coutume* ». C'est aussi « *un ressenti* », « *un attachement au territoire* », « *une fierté* ».

Son évidence se révèle en particulier lors de la **confrontation à des non calédoniens** (comme des métropolitains fraîchement arrivés ou lors de déplacements à l'étranger). Comme le résume une contribution, « *Elle existe à l'extérieur de la Calédonie. Les jeunes en Nouvelle-Calédonie définissent leur identité par leur ethnie et non en tant que Calédoniens. C'est seulement à l'étranger que l'identité calédonienne prend sens chez les jeunes* ».

Plusieurs disent se sentir plus Calédoniens que Français, mêmes s'ils soutiennent l'Equipe de France lors de la coupe du monde de football. C'est alors une « *identité propre avec une façon de penser différente de celle de la France* ». Douze réponses définissent néanmoins l'identité calédonienne comme « française » avec le respect des autres cultures.

Pour autant, ce multiculturalisme suffit-il à créer une identité commune ? Quelques-uns **remettent en cause l'existence même d'une identité calédonienne**, avec des clivages qui s'incarnent symboliquement dans la difficulté de trouver un seul drapeau pour tout le monde.

« *Un pays qui manque d'unité et d'entente* »  
« *Encore trop de personnes s'opposent et donc beaucoup de jeunes ne reconnaissent pas leur identité comme calédonienne* »  
« *La population est divisée et ne se reconnaît pas en une seule et même identité* »

Aucun participant ne se réfère à la charte des valeurs calédoniennes, mais des **valeurs communes** sont citées : le respect, le partage, la place importante des traditions et des coutumes et la solidarité qui existe, par exemple lors de catastrophes naturelles, même entre « *ethnies différentes* ».

Confusion de vocabulaire ou symptôme lié au caractère excluant de la composition du corps électoral, seize répondants évoquent la définition de **la citoyenneté** plus que l'identité calédonienne pour les personnes nées en Nouvelle-Calédonie ou les habitants de longue date. C'est l'occasion de souligner qu'être calédonien ne s'arrête pas au seul fait d'être né ici. « *Un véritable Calédonien n'est pas celui qui est là depuis des générations, mais plutôt celui qui aide à construire le pays pour les générations futures et qui porte la Calédonie dans son cœur* » ou celui qui « *a son patrimoine en Nouvelle-Calédonie* ». L'identité calédonienne est le « *sentiment relativement puissant d'une personne qui se sent fondamentalement attachée à la Calédonie* ».

## 2. L'AVENIR INSTITUTIONNEL

### 2.1. La vision d'une plus grande autonomie de la Nouvelle-Calédonie

Lors des groupes de discussion, la **différence entre autonomie, indépendance et pleine souveraineté** a donné lieu à des interprétations concurrentes. S'ils ont souligné des connotations différentes (par exemple, la pleine souveraineté qui donne une idée de processus est moins « radicale » que celle d'indépendance ; ou bien la « souveraineté » peut faire peur car elle donne l'idée de souverain, donc potentiellement de monarchie et de réduction de la démocratie), la subtilité des différences entre ces termes **ne faisait pas tellement sens** aux yeux des participants aux groupes de discussion, c'est pourquoi cette question n'a pas été creusée dans le questionnaire.

C'est **avant tout la dimension économique** qui a été investiguée lors de l'évocation d'une plus grande autonomie, et non la dimension institutionnelle.

Il s'agit tout d'abord de **moins dépendre des importations**, en particulier dans le domaine alimentaire, de rééquilibrer la balance commerciale et de diversifier les exportations. Cette question est l'occasion de revenir sur la **nécessaire diversification de l'économie** déjà évoquée lors des défis de la Nouvelle-Calédonie, ainsi que le fait d'être attractif pour les investisseurs, ce qui serait facilité avec une population plus nombreuse et un règlement des tensions sociales.

« *L'autonomie ultime, c'est l'autonomie financière* ». Pour l'instant, il semble difficile de conserver le « *train de vie* » de la Nouvelle-Calédonie sans **les transferts financiers de la France**, en particulier dans les domaines de l'éducation et de la santé. L'objectif serait de « *se détacher de la France sur le plan économique, pour atteindre progressivement une autonomie pleine* ». « *C'est bien de se détacher de la France, mais on peut devenir dépendants économiquement d'autres pays* ». Le poids de la Chine au Vanuatu est cité en exemple.

Dans le questionnaire, un classement a été proposé pour **hiérarchiser ces différentes formes d'autonomie** :

- 62 % des répondants placent « plus d'autonomie financière (ne plus dépendre des transferts de la France) » au premier rang ;
- 22 % classent en premier l'autosuffisance alimentaire ;
- 15 % classent en premier « plus d'autonomie institutionnelle ».

La **question institutionnelle** a été abordée lors des groupes de discussion, mais plus sous l'angle de points à faire évoluer (clé de répartition et gel du corps électoral) que de gain d'autonomie pour la Nouvelle-Calédonie.

Une proposition de mise en place d'un système de règles coutumières spécifiques comme en Australie ou en Nouvelle-Zélande a été faite, puis critiquée comme un système qui renforcerait les clivages.

A la question « Pensez-vous qu'il faille un transfert des compétences suivantes à la Nouvelle-Calédonie ? », reprenant les compétences non encore transférées de l'article 27 de la loi organique n° 99-209 du 19 mars 1999 et les compétences régaliennes :

- Le **oui** arrive nettement en tête pour les **relations extérieures** (53 %), **la justice** (51 %) et **l'enseignement supérieur et la recherche** (49 %) ;
- Le **non arrive de peu en tête uniquement pour deux compétences régaliennes : la défense** (44 %) **et la monnaie et le crédit** (41 %) ;
- 14 % à 29 % des répondants se disent incertains à des degrés différents ou ne prennent pas position selon les items.

## 2.2. Les espoirs et les préoccupations des étudiants

Les espoirs et les préoccupations des étudiants sont **un reflet des défis que la Nouvelle-Calédonie doit relever, mais souvent présentés de manière plus personnelle ou affective**. Cinq espoirs et cinq préoccupations exprimés lors du groupe de travail ont été présentés aux répondants du questionnaire en leur demandant s'ils étaient tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord. On observe logiquement une certaine symétrie entre ces espoirs et ces préoccupations.

### Les espoirs

76 % à 91 % des répondants partagent ces espoirs (« tout à fait d'accord ») :

- Plus de 91% des répondants (soit 173 sur 192) sont « tout à fait d'accord » pour « **Que mes enfants puissent grandir dans une Nouvelle-Calédonie en paix en ayant les mêmes avantages que moi** » et « **construire tous ensemble un système social et économique viable** » ;
- 84 % sont « tout à fait d'accord » pour « *trouver un terrain d'entente entre les deux camps et un accord qui convienne à tous* » ;
- 79 % sont tout à fait d'accord pour « *pouvoir revenir investir ici après des études faites à l'étranger* » ;
- 76 % sont « tout à fait d'accord pour « *faire connaître la Calédonie à l'extérieur pour qu'elle devienne plus attractive* ».

84 répondants citent d'autres espoirs, souvent en lien avec les défis que doit relever la Nouvelle-Calédonie. **La question de la paix et de l'apaisement des tensions ethniques et du racisme** est présente dans 28 occurrences, de manière plus ou moins optimiste, en incriminant parfois le référendum :

- « *N'être qu'un seul peuple, plus d'inégalités, plus de haine* »
- « *Vivre ensemble unis main dans la main, sans racisme et sans politique qui nous divise* »
- « *Je suis convaincue que nous sommes capables ensemble de créer un pays nouveau, sur la base du respect de chacun et considérant le passé et le vécu de chacun* »
- « *La Calédonie d'aujourd'hui n'est plus la Calédonie d'hier, une seule question a divisé une population unie en deux camps opposés, c'est malheureux à dire mais nous ne sortirons pas intacts de cette situation* »
- « *Quand je dis "mieux s'écouter" cela n'est pas encore faire des votes qui séparent les opinions diverses, mais essayer de trouver de vraies solutions, de vraies alternatives* »

Dans 18 autres occurrences à la question des autres espoirs, il s'agit de « **se sentir en sécurité** », signe d'un sentiment d'insécurité ; dans la plupart des cas, il s'agit essentiellement de lutte contre la délinquance ou le racisme. Sécurité aussi de la propriété privée, pour pouvoir investir. Notons aussi la sécurité routière ; et la dimension sociale : « *permettre à tous les calédoniens d'avoir un toit et un abri sûr* ». Les questions de la cherté de la vie et d'un système social plus égalitaire sont abordées dans trois occurrences.

12 réponses concernent le **développement économique**, en espérant que la Nouvelle-Calédonie développe d'autres sources que le nickel : développer le tourisme, mettre en valeur l'agriculture, des projets d'autosuffisance en alimentation ou encore en énergie, légaliser le cannabis pour en faire une filière rentable, limiter les monopoles pour que la Calédonie ne soit plus dans les pays les plus chers au monde, valoriser les ressources naturelles tout en protégeant l'environnement.

8 espoirs évoquent **l'environnement**, en particulier en se méfiant du tourisme et de ses effets, en protégeant le lagon et les richesses environnementales.

Parmi les autres espoirs, 2 portent une Nouvelle-Calédonie autonome, riche et indépendante, 3 sur une Nouvelle-Calédonie restée française, 4 sur l'importance de la connaissance de son passé et de son histoire (qu'il faudrait plus apprendre à l'école) et la valorisation des cultures, 5 sur une Nouvelle-Calédonie plus ouverte sur l'extérieur, avec des partenariats avec l'Australie ou la Nouvelle-Zélande pour les formations...

## **Les préoccupations**

Les **préoccupations** convergent également, mais de manière moins massive que pour les espoirs (entre 79 % et 57 % de « tout à fait d'accord ») :

- Respectivement 79 % et 73 % partagent « **La peur d'une augmentation de la conflictualité** » et « **le risque d'un effondrement économique du pays en cas d'indépendance** » ;
- 67 % sont « tout à fait d'accord » avec « **Le risque d'accroissement des inégalités sociales** » ;
- 62 % sont tout à fait préoccupés par « **la dégradation de l'environnement en Nouvelle-Calédonie** » ;
- 57 % partagent tout à fait la crainte du « **risque d'uniformisation des cultures avec la modernisation des styles de vie** ».

53 répondants utilisent la partie ouverte pour préciser leurs préoccupations. 16 occurrences reviennent sur la **peur d'une conflictualité accrue**, quel que soit le résultat du 3<sup>ème</sup> référendum, avec parfois un vocabulaire fort : « *je suis préoccupé par le risque d'une guerre civile* » (5 occurrences), « *En cas d'indépendance, la France va tout faire pour « descendre le pays* », la peur d'une « *tension dans la population encore plus forte qu'aujourd'hui* », « *d'une augmentation du racisme* ». Les répondants signalent aussi « **La peur du non-respect des autres ethnies en cas d'indépendance** », voire de leur spoliation. La peur de devoir payer un loyer pour des terres qui auraient été achetées avant l'indépendance, d'être exproprié de certains biens. La peur d'être « discriminé » ou « persécuté » en cas d'indépendance, voire de devoir quitter le pays (5 occurrences) « *j'ai tout simplement peur de perdre mon île car c'est toute ma vie qui est ici et nulle part ailleurs* ». La peur, en étant métisse, de devoir choisir entre un camp ou un autre. **En référence au gel du corps électoral**, trois occurrences signalent la peur « *qu'on n'écoute qu'une partie de la population* », « *que les décisions ne soient favorables*

*que pour une partie de la population* ». Le fait que tous les citoyens aient les mêmes droits et devoirs, « *ce qui n'est pas le cas actuellement* ». D'ailleurs, la question du devenir de la citoyenneté des métropolitains est posée : « *quel passeport pour les ressortissants calédoniens non kanak ? Pour les « métros » arrivés après 1993 ayant vécu la majorité de leur vie en Nouvelle-Calédonie ?* »

Ils ont aussi peur de **changements brusques dans l'éducation et la formation ou dans le domaine de la santé**, comme « *un système de santé sélectif (accès pour ceux qui peuvent payer) voir inexistant* », « *une éducation de bas niveau* », ou s'inquiètent sur la valeur du diplôme qu'ils sont en train de préparer (3 occurrences). Alors que 57 % des répondants sont tout à fait d'accord avec « *la peur que les différentes cultures ne s'uniformisent avec la modernisation des modes de vie* », une peur issue d'un groupe de discussions où des étudiants avaient signalé la disparition de certaines pratiques culturelles ou langues comme une perte, trois commentaires sont critiques face à cette assertion et soulignent que la diversité culturelle n'a pas disparu.

### 2.3. La place de la Nouvelle-Calédonie dans l'espace régional et international

Tout d'abord, beaucoup d'étudiants ont souligné une **demande de connaissance et de reconnaissance**, aussi bien par les voisins du Pacifique que par les autres Français. Ils déplorent en effet la méconnaissance de leur pays dont ils disent être fiers. De plus, ils soulignent que les informations qui circulent à propos de la Nouvelle-Calédonie en France à l'occasion de conflits sociaux ou de catastrophes naturelles ne contribuent pas toujours à améliorer son image. La Nouvelle-Calédonie pourrait être reconnue pour sa valeur, son importance, ses richesses, ses cultures. Les manifestations sportives ou culturelles entre les îles du Pacifique sont importantes à cet égard. Le **rayonnement international** (qui n'est pas souhaité par tous, car certains sont satisfaits de la place actuelle de la Nouvelle-Calédonie) peut passer par l'établissement de projets communs avec les pays voisins du Pacifique.

C'est ensuite à **la place commerciale et économique** que les répondants s'intéressent : devenir plus attractif pour les touristes et les investisseurs, développer les échanges commerciaux intrarégionaux, mieux valoriser les ressources (nickel, mer, paysages).

Cette place est néanmoins à nuancer : certains, moins nombreux, redoutent le poids des multinationales ou les dégradations potentielles entraînées par le tourisme. La Nouvelle-Calédonie est un « *territoire à préserver* ». Il s'agit d'« *être assez fort pour ne pas être pillé (nickel et poissons) par des grosses puissances* ». Par ailleurs, certains pensent que le développement local doit passer avant la recherche d'export à l'international. Il y a donc un **équilibre à trouver entre un désir d'ouverture et un besoin de fermeture et de préservation** : « *Une place d'île influente, ouverte aux échanges avec l'extérieur, sans pour autant se vendre à un tiers comme la Chine* ».

Sur le plan international :

- 5 répondants souhaitent que la Calédonie soit considérée comme « *un pays à part entière* » en disposant par exemple d'un siège à L'ONU, en devenant moins dépendante économiquement de la France et en « *développant l'image d'un pays fort* », et serve d'exemple à d'autres petits pays qui voudraient devenir indépendants.
- 7 en revanche mentionnent qu'elle doit rester dans la France et ainsi contribuer à son rayonnement : être « *l'image de la francophonie en Océanie* », « *relais de la France dans le Pacifique Sud, axe indopacifique* », « *un bout de France dans le Pacifique qui est entouré par des*

*pays anglophones* ». Rappelons que 54 % des répondants pensent que la compétence des relations internationales devrait être transférée à la Nouvelle-Calédonie.

### 3. LE LIEN AVEC LA FRANCE

#### 3.1. Les liens actuels avec la France

Plusieurs répondants (30 occurrences) **décrivent ces liens comme faibles** : « *éloignés* », « *pas si forts que cela* », « *seulement économiques* », « *inexistants sauf pour demander de l'argent à l'Etat* ».

39 % des répondants disent être « plutôt » ou « tout à fait d'accord » avec la phrase « *je ne sens pas vraiment la présence de la France aujourd'hui en Nouvelle-Calédonie* ». « *Très peu d'entre nous se considèrent français, et pourtant, nous avons la nationalité* ». Si pour certains les liens sont faibles car ils les connaissent mais les perçoivent peu, d'autres déplorent qu'ils soient trop faibles, en particulier dans le contexte des référendums. Certains déplorent ainsi « *être livrés à eux-mêmes pour gérer les conflits entre les groupes politiques et l'insécurité croissante* », ou « *avoir été abandonnés* » (6 occurrences).

**Des liens exclusivement financiers ?** Quand les étudiants sont amenés à classer ces liens selon quatre domaines, 70 % classent effectivement en premier les **liens financiers** ; puis les **liens institutionnels** environ au même niveau que les **liens de défense** ; les **liens culturels** sont classés nettement en dernière position. D'autres citent **une diversité de liens possibles** : liens de solidarité et de conseil, liens médicaux, familiaux, historiques et géopolitiques, identitaires, démocratiques, l'éducation nationale et le futur des étudiants.

Décrire les liens avec la France est l'occasion d'exprimer des convictions à propos du **caractère nécessaire de ces liens** (30 occurrences), et donc d'évaluer ce que deviendrait la Nouvelle-Calédonie sans ces liens. Ces liens sont donc vus comme « *essentiels* », « *indispensables* », « *on ne peut pas vivre sans l'aide de la France* ». Sans les considérer comme forcément nécessaires, 30 autres répondants les considèrent comme **forts ou très importants**.

La France apporte différentes formes de soutien, et donc une **forme de dépendance**, qui peut être appréciée comme une chance (aides à la formation, financements, soutien au développement, aide sanitaire, en particulier dans le contexte actuel) ou considérée comme un problème.

C'est ainsi que la France apporte « *trop d'aides* », maintient les calédoniens dans un statut d'« *assistés* » : « *Nous attendons beaucoup de la France sans nous rendre compte de la nécessité des relations que nous entretenons* ». Plusieurs expressions soulignent un **lien de mère à enfant**, plutôt vécu comme positif : « *Heureusement qu'ils sont là, au moindre problème ils rajoutent de l'argent pour nous aider. Un rôle de maman* », « *comme une mère avec son enfant, elle nous conseille et nous apprend à être autonome* », la France est le « *sein nourricier de la NC* ».

C'est enfin le **caractère unilatéral** de ces liens qui est mis en avant, en soulignant que la Nouvelle-Calédonie reçoit beaucoup et donne peu. « *La Nouvelle-Calédonie a plus à perdre en cas d'indépendance que la France* ». Ce caractère unilatéral est modéré par la mise en avant des intérêts géostratégiques de la France en Nouvelle-Calédonie.

Pour vingt-cinq répondants, ces liens sont **bons et « corrects »** ; par exemple, l'accord de Nouméa constitue un « bon équilibre ». Ils restent néanmoins « **incertains** » dans le contexte du 3<sup>ème</sup> référendum. Pour vingt-neuf répondants en revanche, ces liens sont perçus comme conflictuels, ou au moins « *différents selon les différentes populations du territoire* », « *tendus, les gens sont frustrés et ne sont pas reconnaissants envers la France* » ou **tendus et instables** à la suite du dernier référendum.

### 3.2. Être français aujourd'hui en Nouvelle-Calédonie

Être français en Nouvelle-Calédonie revêt **deux occurrences bien différentes** :

- d'une part, disposer administrativement de la **nationalité française** et d'avantages qui y sont liés ;
- d'autre part, être originaire de métropole et donc faire partie d'une **communauté particulière** au sein de la Nouvelle-Calédonie.

Cette **nationalité française**, le « *seul point commun qu'on a tous* », **n'engendre pas nécessairement un attachement à la France** ; c'est une nationalité, pas une origine, voire ce n'est « qu'une » nationalité.

*« On se sait français, mais on dira plus je suis un calédonien que je suis un français »  
« Je ne suis ni française ni mélanésienne, je suis calédonienne et je me sens chez moi »*

Cette situation peut être critiquée par des personnes attachées affectivement à la France qui déplorent qu'il y ait des Calédoniens qui ont la nationalité française mais ne se sentent pas français :

*« Être français en Calédonie c'est accepter la France sur le territoire »*

Inversement, poser la question peut revenir à mettre en doute la nationalité et est perçu comme inapproprié : « *tout le monde en Nouvelle-Calédonie est français, peu importe l'ethnie, on est bien sur vos bases de données Carte Nationale d'Identité et Passeport* ».

L'attachement à la Nouvelle-Calédonie - sans fort attachement à la France - est néanmoins aussi une manière d'être attaché à la France, car « *la Nouvelle-Calédonie est un territoire français* ».

La nationalité française permet de bénéficier de **nombreux avantages**. Le premier est la détention du passeport, la liberté de circulation sans visa en Europe, l'accès à l'international et l'accès à des études peu coûteuses en France et à des diplômes français.

La nationalité française, c'est aussi « être en sécurité », « avoir accès à un système de soins », « bénéficier d'un système d'éducation français », « être instruit et protégé », « avoir accès à la liberté d'expression, à la sécurité des biens et des personnes, à une justice équitable et disponible pour tous », « accepter de bénéficier des subventions et des aides ».

Au-delà de ces avantages, certains avancent un **sentiment d'appartenance** et des **points communs** (20 occurrences sur 176). C'est aussi « *respecter les lois françaises* » et les valeurs républicaines, représenter les valeurs de la France, culturellement aussi. C'est « *une fierté* », c'est « *respecter les couleurs de la France* ». C'est « *aimer la France, sa culture et son histoire* », « *frissonner quand on entend la Marseillaise* », « *utiliser une langue commune* », « *partager des valeurs et des modes de vie qui se ressemblent malgré tout* ».

Mais cette appartenance peut être présentée comme une **dépendance** (être « *dépendant de la France et de ses ressources ni plus ni moins* », être « *sous l'emprise de l'Etat français* »).

Être français, c'est aussi appartenir à une communauté particulière, « *Aujourd'hui être français en Nouvelle-Calédonie n'est plus vu comme une nationalité mais comme un groupe de personnes* » (26 occurrences). Cela peut désigner les « *métropolitains arrivés depuis peu* » qui se disent français, mais aussi des personnes habitant sur le territoire depuis plus longtemps.

Être français peut aussi être vécu comme une désignation stigmatisante décrite par des termes forts (16 occurrences) : « *être un intrus* », « *être mal vu et jugé* », ne pas être respecté, « *ne plus se sentir à sa place* », « *vivre dans la peur* », entendre « *rentre chez toi si tu n'es pas content* », c'est aussi parfois ne pas pouvoir voter au référendum.

### 3.3. Les liens à conserver avec la France

Dans le cadre des groupes de discussion, trois thèmes sont fortement ressortis, classés dans cet ordre par les 192 répondants :

- **La santé** (en particulier avec l'envoi de médecins spécialistes) ;
- **L'éducation et la formation** ;
- **La défense**.

41 ont proposé **d'autres domaines dans lesquels conserver des liens avec la France** ; les réponses semblent avoir été en partie influencées par la question précédente à propos des compétences restant à transférer :

- 9 citent le domaine **économique et commercial** ;
- 6 le domaine **financier** ;
- 5 la **justice** ;
- 5 la **monnaie** ; 4 la **culture** ;
- 4 **les institutions** ;
- 2 la **diplomatie** ;
- 4 souhaitent garder les liens comme ils sont aujourd'hui, en soulignant que la France reste le pilier de la Nouvelle-Calédonie.

